Gauche, droite, ailleurs : place aux infiltrés!

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1983)**

Heft 704

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1025154

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 704 3 novembre 1983

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy
Erika Sutter-Pleines

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis
Gil Stauffer

20 ANS

704

Domaine public

Brouillard et feux de code

Quant au dernier tour des élections nationales, une fois calculés les gains, les pertes et les pourcentages — exercice nécessaire, une des entrées classiques de l'interprétation politique — ce qui frappe, ce sont les progrès constants du régionalisme, du clientélisme, du poids des groupes de pression, non seulement professionnels (voir aussi plus loin: «Place aux infiltrés!»).

Entre ces deux images abstraites du citoyen, d'un côté le citoyen sans préjugés, connaissant le travail des élus, sachant quelles sont les grandes options nationales, et qui, par son vote, exprime une sanction pour le passé et un choix pour l'avenir et, de l'autre côté, le citoyen ignorant du travail parlementaire, mais surdéterminé par son milieu, ses relations, porté à faire confiance et à suivre quelques recommandations d'esprit de clocher, de ces deux images typiques prédomine la seconde.

Pourquoi cette superposition?

L'abstentionnisme opère un tri important. De même que, dans une liste d'adresses surabondante, le démarcheur trie les meilleures cibles en fonction du niveau de vie ou des habitudes de consommation, l'abstentionnisme décante. Les citoyens actifs sont présumés suggestionnables.

Les partis eux-mêmes, voir notamment le Parti radical vaudois, encouragent les campagnes personnelles, basées sur l'influence régionale d'abord, puis sur toute relation quelle qu'elle soit, relations d'affaires, culturelles, etc. (voir plus loin: «le combat des chefs»). D'où, par effet de régionalisme, une surreprésentation des milieux liés à l'agriculture, dont certains élus paraissent bien peu préparés pour un mandat national.

Enfin, des associations puissantes exercent, à travers les partis, transpolitiquement, un pouvoir que le jeu de la proportionnelle rend aisé. Ainsi, la députation genevoise semble divisée en deux camps: les représentants de l'économie et de ses options idéologiques et les défenseurs de l'environnement, consacrés prioritairement à cette tâche.

L'effacement du politique est facilité par le brouillard qui entoure les travaux parlementaires. Les navettes entre les deux Chambres ne permettent pas à un citoyen, même bien informé, de suivre l'évolution d'un projet. La dernière législature a vu, d'ailleurs, un abus fréquent des artifices dilatoires de la procédure. Mais même pour les décisions arrêtées et entrées en vigueur, le rapport entre le vote des parlementaires et la vie concrète n'est pas perçu. Par exemple entre les choix financiers et le coût des cotisations de l'assurance-maladie. Seuls les fonctionnaires ont perçu clairement ce type de relations, non par corporatisme, mais par situation.

Dans le brouillard donc, les codes prennent toute leur importance, ceux du régional, ceux des distributeurs de label.

A côté du confidentialisme du monde des affaires, surgit un confidentialisme non plus privé, mais public. Il ne repose pas sur le secret, mais sur l'absence de communication. Il n'y a plus de mise en équation.

Désormais, il faut considérer le mémento comme un moyen politique. **A. G.**

GAUCHE, DROITE, AILLEURS

Place aux infiltrés!

Après les élections fédérales, le paysage politique apparaît comme figé. Certes, à considérer le nombre des sièges conquis par les uns et perdus par les autres, on peut avoir l'impression du mouvement. C'est oublier que l'élection majoritaire, qui prévaut pour le Conseil des Etats (Jura excepté) et

SUITE AU VERSO

GAUCHE, DROITE, AILLEURS (suite)

Place aux infiltrés!

même les règles de la proportionnelle, ne reflètent pas les rapports de forces réels. Les radicaux, vainqueurs avec six sièges supplémentaires, ont en fait perdu 0,7% de leurs électeurs. Pour saisir le mouvement, si mouvement il y a, il faut regarder sous la surface des premiers résultats.

Ce qui frappe en premier lieu, c'est le recul des partis gouvernementaux — moins 4 points — qui atteignent ainsi leur plancher le plus bas depuis douze ans. Solides encore avec 77,5% des suffrages, ils sont pourtant touchés par les doutes qui se font jour à propos de la démocratie de concordance et il n'est pas improbable que les projets mijotés par le gouvernement de tous les partis rencontrent davantage de difficultés devant le souverain au cours de la prochaine législature.

Deuxième phénomène, c'est le mouvement à l'intérieur des partis eux-mêmes. On avait l'habitude de voir les organisations économiques — syndicats, arts et métiers, patronat — se glisser dans les listes électorales pour faire passer leurs candidats; ce qui est nouveau, c'est le poids des nouvelles organisations — femmes, écologistes, notamment — qui, faisant fi des clivages partisans, propulsent leurs protégé(e)s au Parlement, et de brillante manière. La progression marquée du parti «vert», même si elle ne s'est pas concrétisée par un gain de sièges correspondant, se conjuguera à la trentaine de sièges des partis traditionnels conquis, partiellement du moins, grâce au soutien explicite des milieux de protection de la nature; cette influence est particulièrement visible dans les deux Bâle où la gauche a bénéficié de son opposition persistante à Kaiseraugst.
Les socialistes, enfin, ont mieux résisté que prévu. Ils sont confrontés à trois fronts: l'extrême-gauche et sa constellation qui progressent lentement, les «verts» qui mordent sur son électorat — à Genève, pour le moins, le phénomène est sensible — et les nationalistes qui séduisent une partie de l'électorat populaire.
Dans ces conditions, la riposte est difficile. Faut-il élaborer une riposte tous azimuts, au risque d'un manque de cohérence, et donc de crédibilité, ou au contraire prendre un cap à long terme, redéfinir une politique sociale plus adéquate à la conjoncture économique — redistribution conforme aux véritables besoins — et une perspective économique qui prenne résolument en compte les équilibres naturels? Quelle que soit la réponse, elle provoquera des grincements de dents «à la base».

FRIC ET POLITIQUE

Le combat des chefs

De plus en plus les personnes, de moins en moins les listes. Cette interversion des priorités, traditionnellement pratiquée à Zurich pour les élections au Conseil national, a fait tache d'huile dans plusieurs autres cantons cette année. Et cela tant en période de campagne électorale qu'au moment du décompte des suffrages.

Le phénomène, d'une ampleur nettement accrue par rapport à 1979, a toutes sortes de causes, connues des observateurs sinon reconnues par les états-majors politiques: étendue et densité démographique de certaines circonscriptions électorales cantonales, essor du marketing politique et augmentation concomitante des «mises» personnelles (de la part et en faveur de candidats bourgeois s'entend), mauvaise image des partis auprès des électeurs, qui donnent la préférence aux personnes et à leurs prestations (sur le petit écran ou dans la vie associative et locale), plutôt qu'aux listes et aux discours idéologiques trop flous qu'elles véhiculent.

A Zurich, les quelque 700 000 électeurs inscrits avaient le choix entre plus de 500 candidats, pour composer une députation de 35 conseillers nationaux. Tri difficile pour celui — et surtout celle — qui ne se fie pas trop aux présélections opérées par les partis, et veut envoyer «les meilleurs» à Berne. D'où une très abondante propagande personnalisée: les partis payent des annonces en faveur de certains candidats sensés plaire à tel ou tel publiccible, des comités de soutien se constituent pour la promotion de candidats liés à une région ou à une profession, et les candidats y vont de leur poche pour se vendre en self-service.
Les montants consacrés aux annonces-presse dans le canton de Zurich dépassent cette année tous les records antérieurs: 3 586 263 francs, soit le 41% de la Suisse (Fr. 8 669 305.—, cf. DP 702) — et cela pour les élections à la Chambre du peuple seulement. Bien entendu, les radicaux zurichois, qui se retrouveront à nouveau neuf au National, ont mis le plus gros paquet (37%), suivis par l'UDC, qui en reste à cinq députés malgré la publication de 1500 annonces pour plus d'un million de francs! Ni les démo-chrétiens ni les indépendants n'ont fait la moindre avance en siège malgré des centaines d'annonces — et des campagnes d'affichage de longue haleine en ce qui concerne l'AdI. Avec des montants comparables (entre huitante et cent mille francs), les socialistes perdent deux sièges sur les dix qu'ils détenaient, les évangéliques conservent leurs deux voix à Berne, et l'Action nationale double sa députation, qui passe de un à deux et rajeunit du même coup de 69 à 61 ans d'âge moyen.

LES VESTES ET LA MORALE

Tout cela semble donc assez moral: l'argent ne fait pas le succès, les urnes ne sont pas des trésors de nuit. A dire vrai, les choses paraissent moins